



Décision individuelle N° 2022-42

Pétitionnaire : METROPOLE NICE COTE D'AZUR, subdivision Tinée
Adresse : 29 boulevard d'Auron, 06 660 Saint Etienne de Tinée
Nature de la demande : Travaux, constructions et installations en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Renforcement de la brèche du Mull
Localisation : piste d'accès au hameau de Mollières, section L parcelle n°1053 commune de Valdeblore

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L331-4, L.331-26, R331-19-1 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 mars 2022,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 13 janvier 2022 par Monsieur FABRON Jean-Marie, chef de la subdivision Tinée,

Considérant que la demande porte sur le renforcement du soubassement d'un tronçon de piste, à l'emplacement d'une loupe d'érosion qui avait interrompu la continuité de l'itinéraire lors de la crue d'octobre 2020,

Considérant que ce renforcement de tronçon peut être réalisé à sec, sans intervention dans le cours d'eau ni sur ses berges, par apport de blocs en pied et de matériaux moins grossiers sur la plate-forme,

Considérant que les matériaux nécessaires à ces travaux peuvent être prélevés localement, notamment dans les stocks temporaires générés par le chantier de réfection de la piste en amont immédiat du hameau de Mollières,

Considérant néanmoins la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION TINÉE, ci-après désignée le bénéficiaire et représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie, est autorisée à procéder à des travaux de confortement d'une portion de la piste d'accès au hameau de Mollières, située dans le cœur du parc national au niveau du ravin du Mull, parcelle n°1053 section L commune de Valdeblore.

Ces travaux consistent en une mise en œuvre d'un enrochement libre depuis la plateforme de la piste.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La rive du lit mouillé située côté piste sera provisoirement mise en défens par un filet de chantier au-delà duquel aucune intervention ni déversement de matériaux ne sont autorisés.

2.2. Les éléments constitutifs de la protection seront extraits exclusivement dans les dépôts provisoires de blocs générés par le chantier préalablement autorisé de reconstruction de la piste en amont immédiat du hameau de Mollières.

2.3. Aucun élargissement de la plate-forme de la piste (y compris bas-côtés) n'est autorisé.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée du 1^{er} juin au 30 septembre 2022, en période de basses eaux du torrent de Mollières et hors période de reproduction de la Truite fario.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ou des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 4 mars 2022



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Destinataires :

- MNCA, FABRON JM (jean-marie-andre.fabron@nicecotedazur.org)
- MNCA, ANFOSSI D. (david.anfossi@nicecotedazur.org)

Copie :

- service territorial Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.